

*Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex*

Perpignan, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANGAZ - Centre de Port la Nouvelle

1027 Avenue Adolphe Turrel
11210 Port-La-Nouvelle

Réf : 2026-026-PR
Code AIOT : 0006600261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement FRANGAZ - Centre de Port la Nouvelle implanté 1027 Avenue Adolphe Turrel 11210 Port-la-Nouvelle. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée pour respecter la fréquence minimale de contrôle définie dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, qui est de 1 an pour cet établissement.

L'inspection a pour but de vérifier, en fonction des enjeux ou par sondage, que l'exploitant respecte les règles qui lui sont rendues applicables en matière de protection de l'environnement.

Le thème retenu concerne les "Mesures de prévention associées aux zones dans lesquelles peuvent se former des atmosphères explosives (Zones ATEX)".

Des accidents industriels aux conséquences importantes peuvent avoir pour origine une mauvaise identification ou une mauvaise gestion des zones dans lesquelles peuvent se former des atmosphères explosives (zones ATEX).

L'objet de l'action est de vérifier que l'exploitant met en œuvre de manière adaptée les mesures permettant de prévenir ces risques, en particulier :

- la bonne identification des zones concernées,
- la bonne mise en place des procédures, notamment vis-à-vis des consignes de sécurité, des travaux autorisés dans ces zones, ou encore la conformité des matériels installés dans ces zones.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANGAZ - Centre de Port la Nouvelle
- 1027 Avenue Adolphe Turrel 11210 Port-la-Nouvelle
- Code AIOT : 0006600261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement FRANGAZ de Port-La-Nouvelle (11) assure actuellement la réception de GPL vrac par wagons-citernes et camions-citernes, l'expédition de GPL vrac en camions-citernes, ainsi que l'emplissage et la manutention de bouteilles.

Construit initialement en 1965, ce dépôt a exploité jusqu'à 3 sphères aériennes de GPL qui ont été démantelées en 2011 suite à la mise en service, en 2009, de 3 réservoirs sous-talus (RST) en sarcophage.

Le site se trouve sur la commune de Port-La-Nouvelle (PLN), dans le département de l'Aude, dans la zone industrielle nord, sur un terrain d'une superficie de 34 000 m². Le centre est bordé au nord et à l'ouest par des salins, à l'est par le dépôt GPL ANTARGAZ, au sud par des voies ferrées desservant la zone industrielle portuaire du port de Port-la-Nouvelle puis la route CDn 703.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-11-3983 du 19/12/2007 a pris acte du changement d'exploitant (devenu FRANGAZ) et des modifications liées aux réservoirs en sarcophage et a réactualisé les prescriptions techniques applicables sur le site. Cet arrêté constitue l'acte administratif de référence.

Cet arrêté a été modifié et complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2010-11-1383 du 20/05/2010 relatif à la mise en œuvre des mesures de maîtrise du risque, qui a fait suite à la révision de l'étude des dangers de l'établissement, dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la zone portuaire de Port-la-Nouvelle ;
- l'APC n° 2011-017-0014 du 22/04/2011 qui modifie les prescriptions de lutte contre un incendie et prend en compte la suppression d'un poste de déchargement wagon ;
- l'APC n° 2018-031 du 10/07/2018 qui fixe les éléments attendus suite aux modifications de certaines tuyauteries situées aux postes de dépotage des wagons et dans le cadre de l'instruction de la version révisée de l'étude de dangers ;
- l'APC n° 2019-025 du 20/06/2019 qui a fait suite à l'instruction de la révision de l'étude des dangers ;
- l'APC n° 2020-027 du 13/07/2021 qui modifie les conditions de stockage des bouteilles ;
- l'APC n° 2024-041 du 27/06/2024 qui fixe la prochaine échéance pour le réexamen quinquennale de l'étude des dangers.

L'antériorité par rapport à la suppression de la rubrique n° 1412, remplacée par la rubrique 4718, a fait l'objet d'une déclaration de FRANGAZ par courrier du 23/02/2015.

L'antériorité par rapport à la modification de la rubrique n° 4718 par le décret n°2017-1595 a fait l'objet d'une déclaration de FRANGAZ par courrier du 03/04/2018.

Le classement du dépôt est le suivant :

- rubrique n° 4718-1a : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) : Stockage en récipients à pression transportables en quantité supérieure ou égale à 35

tonnes ;

- rubrique n° 4718-2a : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) : stockage de gaz inflammables liquéfiés en réservoirs en quantité supérieure ou égale à 50 tonnes ;
- rubrique n° 1414 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : régime de l'autorisation : Installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs et de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammable soumis à autorisation.

Ce dépôt est classé SEVESO haut au sens de l'article R. 511-10, la quantité de GPL étant supérieure à 200 t.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	3 mois
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Demande d'action corrective	3 mois
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que les documents réglementaires relatifs aux risques d'incendie et d'explosion sur le site (étude de dangers, étude ATEX et Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPE) existent et sont globalement à jour, permettant d'identifier les dangers liés principalement à la présence de GPL, ainsi que dans une moindre mesure au gazole et à l'activité de peinture.

Les zones à risques sont identifiées, cartographiées et prises en compte dans l'organisation de la sécurité du site. Des mesures de prévention sont en place, notamment en matière de ventilation des installations, de procédures d'intervention en zone ATEX et de formation du personnel. L'inspection a toutefois identifié quelques points d'amélioration, concernant notamment la nécessité de compléter le plan des zones à risques, l'état et la présence de certaines signalétiques, la formalisation de certaines consignes techniques (utilisation de l'explosimètre), ainsi que l'actualisation et la traçabilité du suivi des équipements ATEX. Des précisions sont également attendues concernant les modalités de vérification de la ventilation et la réalisation des contrôles périodiques des équipements.

Ces éléments font l'objet de **demandes d'actions correctives avec un délai de 3 mois**, visant à renforcer et à formaliser davantage le dispositif de maîtrise des risques déjà en place sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : L'étude de dangers (EDD) de référence pour le centre emplisseur de gaz de Port-la-Nouvelle correspond au document TECHNIP ENERGIES référencé 082823C001-122-RT-P329-0001 révision 0 du 22/04/2021. Ce document comprend un chapitre 7 « Identification des potentiels de dangers ». D'après ce chapitre, les potentiels de dangers de cette installation sont principalement liés à la présence de propane & butane et sont de trois types : <ul style="list-style-type: none">▪ les flux thermiques en surface de flamme de GPL,▪ les surpressions générées par l'inflammation d'un nuage de GPL (Phénomène de VCE),▪ le phénomène de BLEVE. Le chapitre 8 « Caractérisation des dangers » précise que les principaux produits mis en œuvre sur le site de Port-la-Nouvelle sont les GPL mais que du gazole non routier, en petite quantité, est également utilisé pour l'approvisionnement des groupes incendie et comme carburant des chariots de manutention des casiers de bouteilles. Le § 8.2 Caractérisation des dangers liés aux installations et aux activités, évoque l'activité de peinture des bouteilles pouvant engendrer un départ d'incendie. L'exploitant présente l'étude ATEX du site rédigé par l'entreprise Safengy (référence REP-072019-019-02 révision 2 du 07/11/2019). Ce document prend en compte les guides professionnels et en particulier le guide méthodologique pour la détermination des zones ATEX pour centres emplisseurs et dépôts de gaz de pétrole liquéfié de la CFBP - vs février 2008. Ce document met à jour les études ATEX antérieures. Il identifie les substances mise en œuvre en cohérence avec l'EDD (GPL, peinture, solvant, gazole non routier), les sources de dégagement potentiel associées aux activités et définit les zones dangereuses conformément à la norme NF EN 60079-10-1 (Zone 0, 1 ou 2 en fonction du degré de dégagement et des caractéristiques de ventilation). Le tableau 4 synthétise le classement des zones dangereuses en fonction du type d'équipement. L'exploitant présente le « Document relatif à la protection contre les explosions » (DRPE) qui fait suite à la mission d'assistance au « classement des zones ATEX » et à un « audit d'adéquation des matériels en zone ATEX » réalisés par le Bureau Veritas. Ce DRPE a pour vocation de présenter une analyse des risques d'explosion et d'exposer les moyens de protection et de prévention mis en œuvre afin de maîtriser ce risque. La version initiale du document est datée du 19/02/2007, la révision 3 est datée du 11/06/2025. Le § 7 de ce document reprend les différents zonage identifiées et comprend une identification des différentes sources de dégagement potentielles précisant l'étendue de la zone ATEX, le classement en température et à la subdivision de gaz qui est associée à la zone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- [...] ;- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;- [...]
Constats : L'exploitant présente le plan localisant les zones à risques issu de l'étude des dangers (plan mis à jour indice E du 03/03/2026). Ce plan figure au § 7.2 du chapitre 7 « Identification des potentiels de dangers » de l'étude des dangers (cf. point de contrôle précédent). Il recense 10 zones liées : <ul style="list-style-type: none">➤ à la présence de GPL : déchargement wagons, déchargement / chargement camions, réservoirs en sarcophage, hall d'emplissage des bouteilles, stockages des bouteilles, nappe de tuyauteries, pomperie GPL ;➤ aux stockage de GNR : citerne volucompteur, chariot élévateur, citerne approvisionnement GMPI ;➤ à l'activité de peinture des bouteilles : cabine de peintures solvantées. Cf. point de contrôle précédent ; le § 8 de l'EDD précise la caractérisation des dangers dans les différentes zones inventoriées, liée à la présence de GPL, au gazole et à l'activité de peinture des bouteilles. L'inspection note que la nappe de tuyauterie reliant la zone 8 et le hall de remplissage n'est pas identifiée comme zone de risques. L'exploitant précise que cette nappe de tuyauteries est pour partie en caniveau ensablé. L'exploitant présente également les plans des zones ATEX annexés à l'étude ATEX du site (cf. point de contrôle n°1) comprenant un plan général du site et un plan pour le hall du centre emplisseur de bouteilles. <i>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</i> La nappe de tuyauterie reliant la zone 8 et le hall de remplissage doit être identifiée sur le plan localisant les zones de risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : <u>Plan :</u> Cf. point de contrôle précédent. Les zones présentant des risques d'explosion sont représentées sur le plan des zones à risques et sur les 2 plans des zones ATEX, annexés à l'étude ATEX. <u>Signalisation des zones :</u> Le § 9.1.1 « Signalisation des zones » du « Document relatif à la protection contre les explosions » (DRPE) confirme que les zones dangereuses à risque d'explosion sont signalisées conformément aux prescriptions de la Directive 99/92/CE du Conseil de l'Europe. La signalisation des zones dangereuses est faite sous la forme du panneau d'avertissement de forme triangulaire, lettres « EX » noires sur fond jaune. <u>Consignes à observer :</u> L'exploitant précise que les consignes générales à observer sont affichées à l'entrée du site mais ne sont pas reprises à l'entrée de chaque zone ATEX, ni à l'intérieur des zones, puisqu'elles sont applicables sur l'ensemble du site indépendamment des zones ATEX. L'inspection a vérifié par sondage la présence des panneaux d'information ; certain panneaux sont détériorés, délavés et des accès à certaines zones ne comprennent pas de signalisation. Par ailleurs l'inspection considère que les consignes à observer devraient être rappelées à l'entrée de chaque zone à l'aide des pictogrammes de sécurité. <u>Consignes générales, intervention en zone ATEX :</u> Le § 10 de l'étude ATEX du site (cf. point de contrôle n°1) précise les mesures de prévention et de protection, en particulier les mesures organisationnelles comprenant notamment les procédures et consignes, la formation et l'information des personnels... Concernant les procédures / consignes, l'exploitant précise que les consignes de sécurité CS 06 et CS 04 du SGS traitent des clauses générales des règlements et permis de travail. L'exploitant présente les modèles utilisés pour établir les permis de travail et feu ainsi que le plan de prévention en cas d'intervention d'une entreprise extérieure. Ces documents intègrent le risque d'explosion. L'exploitant présente un exemple de plan de prévention pour des travaux par points chauds sur une canalisation de gaz. L'exploitant précise que la mise en sécurité de la canalisation est réalisée par le personnel FRANGAZ : consignation mécanique, dégazage, contrôle de l'explosibilité,

surveillance obligatoire permanente... L'inertage de la canalisation a été réalisée à l'eau.
Suite à une question de l'inspection en référence à un REX concernant une explosion survenu lors de travaux par points chauds sur une canalisation suite à une mauvaise utilisation de l'explosimètre lors du contrôle de l'atmosphère, l'exploitant précise que les modalités d'utilisation de l'explosimètre et du contrôle de l'atmosphère afin de s'assurer de l'absence d'atmosphère explosive ne sont pas précisés dans un document.

Formations :

L'exploitant précise qu'il y a 2 niveaux de formation ATEX pour le personnel du site, à savoir :

- l'ensemble du personnel FRANGAZ reçoit une sensibilisation au risque ATEX (ATEX0) ;
- le personnel de maintenance reçoit une formation plus approfondie (ATEX niveau 1).

L'exploitant présente :

- les attestations de formation ATEX niveau 1, délivrées par l'APAVE en février 2024 (3 agents concernés). Cette formation vise à développer les capacités du personnel de maintenance à travailler en sécurité en zone ATEX ;
- les habilitations délivrées par la société FRANGAZ concernant en particulier les travaux en zone ATEX.

L'inspection note que les programmes des formations ATEX niveau 1, et 2 délivrées par l'APAVE ne correspondent pas aux exigences des formations ATEX proposées par l'Ineris et utilisées par FRANGAZ pour définir les programmes de formation et délivrer l'habilitation des agents amenés à travailler en zone ATEX.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

1. La signalisation ATEX et l'affichage des consignes à respecter doivent être complétées afin de répondre aux exigences de l'article 48 de l'AM du 04/10/2010.
2. Les consignes de sécurité doivent préciser les modalités d'utilisation de l'explosimètre et du contrôle de l'atmosphère afin de s'assurer de l'absence d'atmosphère explosive, notamment lorsque la mesure est prévue par un plan de prévention.
3. La société FRANGAZ doit mettre en adéquation les programmes de formation ATEX et les exigences pour le personnel du site notamment pour les agents susceptibles d'intervenir dans les zones ATEX (dépannages, maintenance travaux neuf) ou d'encadrer les collaborateurs intervenant en zone ATEX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Constats :

L'identification des zones à risque suivant la norme NF EN 60079-10-1 (Zone 0, 1 ou 2) prend en compte le degré de dégagement et les caractéristiques de ventilation.

Sur le site, la plupart des équipements / activités sont réalisés en extérieur (déchargement wagons, déchargement / chargement camions, stockages des bouteilles, nappe de tuyauteries, pomperie GPL) et sont donc ventilés naturellement ; la ventilation est considérée comme bonne.

L'exploitant indique que certains équipements du hall sont équipés d'un extracteur d'air (carrousel, gazeuse, dérobinetteuse...) et que le démarrage et le fonctionnement de ces équipements sont conditionnés au fonctionnement de l'extracteur, ce qui garantit une ventilation « assez bonne » de la zone.

Plus précisément, le degré de ventilation et la disponibilité de la ventilation sont déterminés dans l'étude ATEX sur la base des critères définis dans le Guide méthodologique pour la détermination des zones ATEX des centres emplisseurs et dépôts de gaz de pétrole liquéfiés de février 2008.

La vérification du fonctionnement des systèmes de ventilation fait partie des mesures organisationnelles prévues au § 10.5 de l'étude ATEX.

A noter que l'étude des dangers ne retient a priori pas la ventilation des zones ATEX comme mesure de maîtrise des risques.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

La société FRANGAZ doit préciser les modalités de vérification des systèmes de ventilation prévues dans l'étude ATEX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Le « Document relatif à la protection contre les explosions » (DRPE) comprend un § 8 « choix des matériels » qui identifie le matériel électrique et non électrique admissible dans les zones ATEX et le marquage réglementaire associé, en faisant la distinction entre le matériel installé avant et après le 01/07/2003.

L'exploitant présente le rapport du Bureau Veritas du 24/05/2006 concernant l'audit technique de vérification de l'adéquation des matériels installés en zone ATEX, au regard de la réglementation ATEX. Ce contrôle avait pour but de vérifier l'adéquation du matériel électrique et non électrique par rapport aux zones ATEX, la vérification de l'intégrité des modes de protection et que les règles de câblage sont également respectées.

L'exploitant présente également :

- un fichier tableur reprenant les différentes observations formulées et traçant les actions correctives pour lever les non-conformités ;
- le rapport d'audit complémentaire du 21/11/2009 concernant l'adéquation des matériels des nouvelles installations de stockage.

Ce rapport complémentaire ayant mis en évidence des non-conformités, il comprend une annexe recensant la liste des anomalies. Cette annexe recense 60 anomalies sur la zone pomperie et 24 anomalies sur la zone de stockage sous talus.

L'exploitant présente un document reprenant les anomalies signalées par le Bureau Veritas et précisant la date de réalisation des actions correctives.

L'inspection fait remarquer que toutes les anomalies mentionnées ne sont pas traitées.

L'exploitant confirme qu'il ne dispose pas de liste du matériel électrique et non électrique présent dans les différentes zones ATEX ni de recensement du matériel non électrique installé avant le 30/06/2003 et maintenu en fonctionnement.

L'inspection note que les audits techniques de vérification de l'adéquation des matériels installés en zone ATEX du Bureau Veritas sont anciens (respectivement 20 et 16 ans) et n'ont pas été mis à jour parallèlement à la mise à jour de l'étude ATEX intégrant les nouveaux guides professionnels et la mise en place de nouveaux équipements.

Demande formulée à la suite du constat :

1. La société FRANGAZ doit pouvoir justifier de la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosives et en particulier de la levée de l'ensemble des anomalies mentionnées par le Bureau Veritas lors des audits techniques réalisés en 2006 et 2009.
2. La société FRANGAZ doit :
 - disposer de la liste du matériel électrique et non électrique présent dans les zones ATEX avec la zone, la catégorie d'appareil et le marquage réglementaire ;
 - recenser le matériel non électrique installé avant le 30/06/2003 et valider son maintien en fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Concernant l'inspection et la maintenance des installations électriques et non électriques en zone dangereuse, l'exploitant précise que le Document relatif à la protection contre les explosions (DRPE) prévoit (§ 9.1.3) que pour garantir le maintien du niveau de sécurité de ces équipements dans le temps, et pour qu'ils puissent continuer à fonctionner dans un emplacement dangereux, ils devront être inspectés régulièrement et entretenus.

Pour cela, le DRPE prévoit que le contrôle des matériels ATEX soit intégré à la vérification annuelle des installations électriques par un bureau de contrôle.

L'exploitant présente le dernier rapport de contrôle des installations électriques prévu par l'article R.4226-16 du Code du travail, rédigé par le bureau de contrôle APAVE, vérification réalisée du 02/10/2025 au 03/10/2025.

Les zones ATEX sont identifiées au § 2.4 « Classement des locaux à risques » et l'exploitant confirme que les matériels électriques installés dans ces zones sont bien contrôlés.

L'exploitant précise par ailleurs que le suivi du matériel non électrique est intégré au programme de maintenance interne. Les contrôles sont réalisés tout au long de l'année par le personnel de maintenance du site formé ATEX1.

L'inspection note que l'exploitant ne peut aisément justifier que la vérification annuelle des installations électriques prévue par le Code du travail permet de répondre à la demande d'inspection régulière des équipements et matériels ATEX prévu dans le DRPE.

Le DRPE prévoit que l'inspection périodique a pour but de vérifier sur l'ensemble des équipements placés en zone ATEX :

- l'adéquation du marquage du matériel électrique et non électrique par rapport aux zones,
- la vérification de l'intégrité des modes de protection,
- la validité des calculs de boucles de sécurité intrinsèque,
- la conformité des câblages et raccordements des équipements,
- l'équipotentialité et la mise à la terre,
- la vérification du respect des conditions d'utilisation, d'entretien et de maintenance prévues par le constructeur.

L'inspection rappelle également que les audits techniques du Bureau Veritas ont relevé de nombreuses non-conformités alors que les installations faisaient l'objet des contrôles périodiques annuels.

Demande formulée à la suite du constat :

La société FRANGAZ doit pouvoir justifier que le contrôle périodique des installations électriques et non électriques présentes dans les différentes zones ATEX permet de répondre à l'inspection régulière prévue par le DRPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois